

**Convention collective départementale**

IDCC : 541. – **COMMERCE DE DÉTAIL DES CHAUSSURES**  
**(LOIRE-ATLANTIQUE)**  
**(27 janvier 1970)**

**ACCORD DU 22 JANVIER 2009**  
**RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2009**  
NOR : *ASET0950353M*  
IDCC : 541

Entre :

Le groupement de l'industrie de la chaussure des Pays de la Loire,

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

S'accordant à souhaiter privilégier les négociations régionales des évolutions de salaires réels, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux articles L. 132-24, L. 132-28 et L. 132-29 du code du travail, il a été conclu l'accord ci-après, valable pour une période de 12 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 :

**Article 1<sup>er</sup>**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, les salaires réels des ouvriers et des ETAM seront majorés de 1,5 %. Cette augmentation sera exceptionnellement versée en une seule fois.

Les bases ou autres éléments pour le calcul de la rémunération aux pièces, aux points, à la prime ou au rendement, seront majorés du même taux.

La rémunération horaire, figurant en valeur absolue et sur laquelle les éléments variables de rémunération ne s'appliquent pas, sera portée à 1,15 € ou à 1,27 € selon que l'entreprise a procédé ou non à l'article 2 de l'accord régional du 22 janvier 1982.

## **Article 2**

La prime annuelle pour l'année 2009 reste fixée à 770 €.

Elle devra être versée par moitié au départ en congés et en fin d'année selon les modalités fixées par l'avenant n° 37 de la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure, signé le 19 avril 1978 et par l'accord régional du 27 juin 1980, complété par son avenant du 19 janvier 1989.

## **Article 3**

Au cas où, au cours de l'année 2009, l'indice des prix INSEE dépasserait 101,50, pour un indice 100 au 31 décembre 2008, les parties signataires se rencontreraient au cours du mois suivant la constatation.

## **Article 4**

Le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail.

## **Article 5**

Il sera procédé à une demande d'extension de la présente convention pour application à toutes les entreprises et à tous les salariés de l'industrie de la chaussure de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, des Deux-Sèvres, de l'arrondissement de Bressuire (79) et de l'arrondissement de Parthenay (79).

L'intention des parties signataires est que l'application de cet accord se fasse avec effet rétroactif à partir de sa parution au *Journal officiel*, pour les salariés des entreprises non adhérentes comprises dans le champ d'application du présent article, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

La demande sera déposée à la direction des relations du travail.

Fait à Cholet, le 22 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)